



**PAMOJA GUINEE**

**SOYONS ENSEMBLE**

**Réseau National des Praticiens de l'Approche  
Reflect en Guinée**

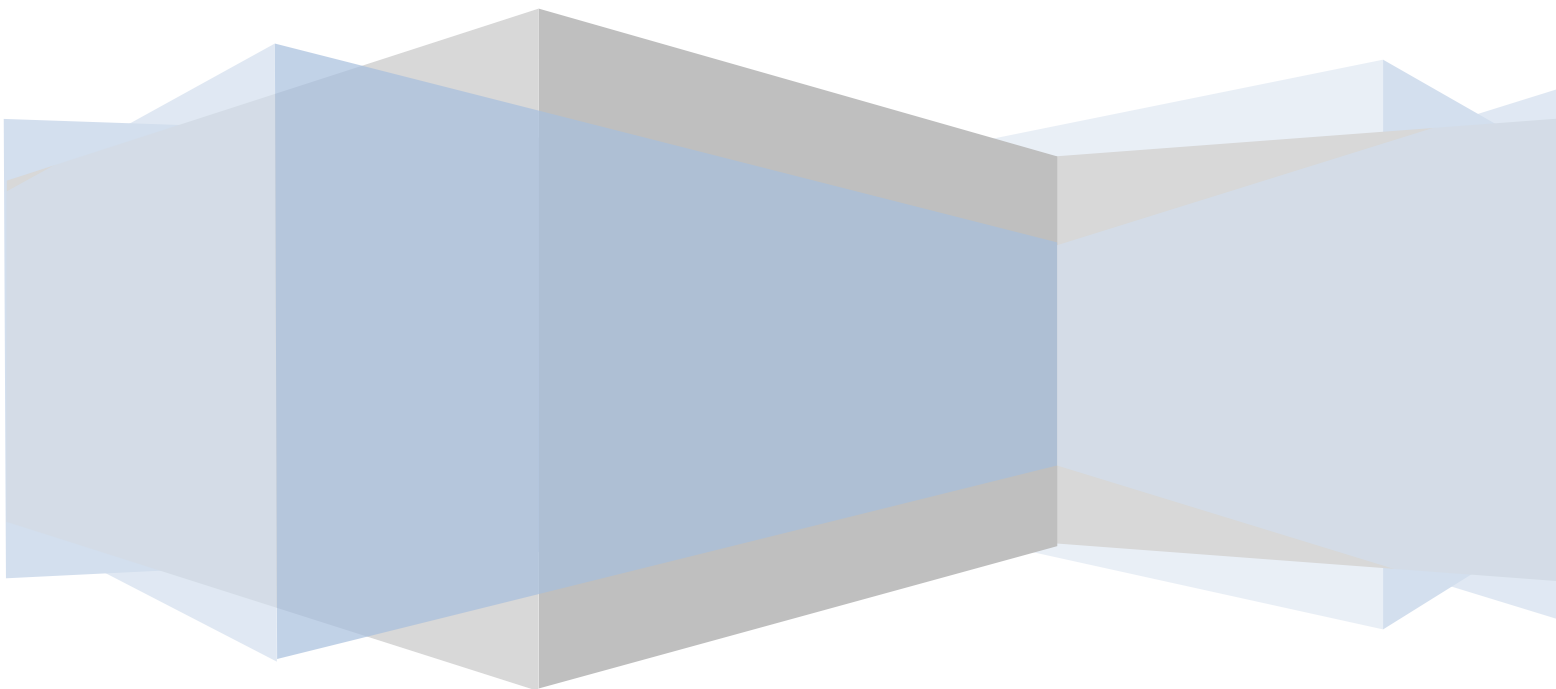
BP : 2118 – Conakry

Tél : (224) 623 632 255/655 193 889/ 664 771 063

E-mail : [pamojaquinee@yahoo.fr](mailto:pamojaquinee@yahoo.fr) / [pamojaquinee2004@gmail.com](mailto:pamojaquinee2004@gmail.com)

**RAPPORT SUR L'ANALYSE DOCUMENTAIRE DANS LE  
CADRE DU PROJET DE PLAIDOYER EN ALPHABETISATION  
ET L'EDUCATION NON FORMELLE EN REPUBLIQUE DE  
GUINEE**

**PAMOJA GUINEE 2015**



## Sommaire

SIGLE ET ABREVIATION .....	3
Introduction .....	5
Contexte et Justification .....	5
Objectifs Global : .....	6
Objectifs Spécifique .....	6
Résultats attendus .....	6
Méthodologie .....	6
Recherche terrain : .....	9
Echantillonnage : .....	9
Organisation de la collecte .....	10
Phase intermédiaire .....	10
Phase finale : .....	11
Difficultés de collecte : .....	11
Collecte et analyse documentaire (Réf Annexe 1) .....	2
Outil 1 : document de politique Nationale d'AENF .....	2
Outil 2 : Statistiques et fiabilité .....	8
Outil 3 : Les Acteurs et les investissements .....	11
Outil 4 : Cadre global et synergies nationales .....	13
Outil 5 : niveau de réalisation des recommandations de la triennale de l'ADEA et du cadre d'action de Belém.....	18
Suggestions/Recommandations .....	31
Thèmes de plaidoyer : Mobilisation des ressources en faveur des acteurs intervenant en AENF par la création du FONAEAF.....	33
PLAN D'ACTION SUR LE PLAIDOYER .....	33
Conclusion.....	34
Annexes : .....	34

## **SIGLE ET ABREVIATION**

**AENF** : Alphabétisation et l'Education Non Formelle

**EPT** : Education Pour Tous

**OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement

**DNUA** : Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation

**DSRP I, II, III** : Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté I, II, III

**LPSE** : Lettre de Politique Sectorielle de l'Education

**BND** : Budget National de Développement

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PAMOJA** : Mot Swahili (Soyons Ensemble)

**ENF** : Education Non Formelle

**MEPUA** : Ministère de l'Education Pré-Universitaire et l'Alphabétisation

**DVV\_International** : Institut de la Coopération Internationale de la Confédération Allemande

**MEPU-EC** : Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique

**DNA** : Direction Nationale de l'Alphabétisation

**SNA** : Service National de l'Alphabétisation

**MAPLN** : Ministère de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

**MEPU-A** : Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation

**REGA** : Réseau Guinéen pour l'Alphabétisation

**PSE** : Programme Sectoriel de l'Education

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**PEPT** : Programme de l'Education Pour Tous

**NAFA** : Centre de Formation pour les Enfants non scolarisés et déscolarisés âgés de 10 à 14 ans

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PTF** : Partenaire Technique et Financier

**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

**BID** : Banque Islamique de Développement

**AFD** : Agence Française de Développement

**OSC** : Organisation de la Société civile

**4 R Gui +** : Renforcement des Réseaux et des Radio Rurales de Guinée

**FEG FEWA** : **Forum** des Educatrice de Guinée

**CNOSCG** : Conseil National de l'Organisation de la Société Civile Guinéenne

**TDR** : Termes de Références

**LIFE** : L'apprentissage Tout au Long de la Vie

**DNSE** : Direction National de Suivi d'Evaluation

**CONFINTEA VI** : Conférence Internationale sur l'Education des Adultes (Sixième)

**CAAF** : **Centre** d'Appui a l'Autopromotion des Femmes

**FONAEF** : Fond National de l'Alphabétisation et l'Education Non Formel

**APEAE** : Association des Parents et Ami de l'Ecole

**CCH** : **Caractère** coranique Harmonisé

**ALSAA** : Apprentissage d'une langue seconde à partir des acquits de l'Alphabétisation

**CAP** : Centre d'Alphabétisation professionnalisant

**CAAC** : Centre d'alphabétisation et d'animation communautaire

**ACDI** : Agence Canadienne de Développement International

**ADEA** : Association pour le développement de l'Éducation en Afrique

**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

## Introduction

Depuis les premières heures de l'indépendance, les autorités guinéennes ont accordé une grande importance à l'éducation y compris l'alphabétisation.

Ainsi, elles ont mis en place des programmes d'alphabétisation de masse et d'alphabétisation fonctionnelle. Cependant, ces programmes ont rarement eu les résultats escomptés car, très souvent, ils furent ambitieux et manquèrent de moyens humains, matériels et financiers. D'une manière générale, les actions entreprises ont permis de réduire le taux d'analphabétisme de 90% à 74% de 1958 à 1984 et 74% à 65% de 1984 à 2005. De 2005 à 2014, il ya eu certes des progrès, mais ceux-ci n'ont permis d'atteindre l'objectif du cadre d'action de Dakar 2000 qui consistait à réduire de moitié le taux d'analphabétisme soit 37%.

Face à l'ampleur des défis et des enjeux découlant de la mise en œuvre des projets et programmes d'AENF, le gouvernement guinéen a jugé opportund'élaborer et mettre en œuvre un Document de Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Education Non Formelle. Cette politique se fonde notamment sur L'EPT, les OMD, la DNUA, la DSRP I, II et III, la LPSE et les Etats généraux de l'Education etc. Elle est un volet de l'action gouvernementale en faveur de la lutte contre la pauvreté et un instrument pour la décentralisation démocratique de l'éducation et d'appui à la mise en œuvre des engagements auxquels la Guinée a souscrittant sur le plan international que national.

## Contexte et Justification

La République de Guinée est l'un des pays de la sous-région où le taux d'analphabétisme est le plus élevé (65% contre 62% la moyenne). C'est pourquoi, depuis son engagement dans le programme éducation pour tous (EPT), elle s'est engagée à faire de l'alphabétisation une priorité, avec un accent sur des innovations pédagogiques importante visant à donner à l'éducation, l'efficacité et l'efficience qui y sont attendues.

En effet, selon le document national de stratégie de réduction de la pauvreté (2011- 2012), le taux d'alphabétisation des adultes a montré un écart important entre les hommes et les femmes. En 2003, le taux national enregistré était de 45,7% chez les hommes, contre 14,1% seulement chez les femmes (soit 28,3% pour l'ensemble). Il en ressort que les hommes étaient 3,2 fois plus alphabétisés que les femmes. En 2005, cet indicateur a atteint 16,1% chez les femmes, contre un taux réduit de 44,1% chez les hommes. En 2007, les efforts ont porté ce taux à49, 9% chez les hommes, contre 21,5% chez les femmes. De 2005 à 2007, environ 5,4 points ont été acquis en matière d'alphabétisation des femmes, contre 5,8 points chez les hommes Au niveau régional, le taux d'alphabétisation des adultes est très variable ; il était d'un minimum de 6% à Kankan, contre un maximum de 39,5% à Conakry en 2007.

Au vu des taux d'accroissement de chacun des trois indicateurs au cours de ces dernières années et compte- tenu de la persistance des causes évoquées ci-dessus, aucun d'eux ne pourra atteindre l'objectif fixé pour 2015, à moins que des efforts spéciaux ne soient apportés dans ce secteur. Ces résultats quantitatifs cachent les difficultés liés au financement du secteur de l'éducation. Les dépenses d'investissement du budget national de développement (BND) sont faibles. En effet, la part de l'éducation dans le PIB n'a jamais dépassé les 3% au cours de la décennie passée. En effet, de 2000 à 2010, la part du budget national consacrée aux dépenses de l'éducation n'a pas excédé 12%. De 9,6% en 2003, elle a continué à baisser pour atteindre 5,7% en 2006. Toutefois depuis 2007, le Gouvernement déploie de gros efforts; ce qui a permis d'atteindre le taux de 11,3% en 2009.

Dans le but de contribuer à l'atteinte des Objectifs de l'EPT, PAMOJA/Guinée, sur l'initiative de PAMOJA Afrique de l'Ouest, a organisée cette activité de collecte, d'analyse, de recommandation et de plaidoyer en faveur de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle(AENF).

**Objectifs Global :** Contribuer au renforcement des synergies dans la mise en œuvre du projet de plaidoyer AENF en Afrique de l'Ouest.

#### **Objectifs Spécifique :**

- ✓ Mettre en place des cadres d'analyse documentaire en vue de l'identification des thèmes et des cibles de plaidoyer ;
- ✓ Produire et diffuser un document de plaidoyer assorti d'un plan d'action et d'indicateurs clairs pour l'AENF de la Guinée ;
- ✓ Renforcer le réseautage et le partenariat entre PAMOJA Guinée et les autres intervenants en AENF en Guinée

#### **Résultats attendus**

- ✓ Une équipe d'analyse documentaire est mise en place par PAMOJA Guinée ;
- ✓ Un rapport provisoire est disponible en Guinée
- ✓ Le document de plaidoyer AENF de PAMOJA Guinée est disponible ;
- ✓ Un atelier de validation du document de plaidoyer est organisé
- ✓ Le document de plaidoyer est mis en œuvre en Guinée

#### **Méthodologie**

Pour la réalisation de cette analyse documentaire dans le cadre du projet de plaidoyer en Alphabétisation et l'Education Non Formelle en Guinée, une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs, des membres de la société civile, des universitaires et des journalistes, assistés par les représentants du service spécialisés de l'AENF du département de tutelle a été mise en place.

Les personnes composant cette équipe sont de profils relatifs aux termes de références de la coordination de PAMOJA Afrique de l'Ouest.

Cette équipe pluridisciplinaire a travaillé avec l'appui d'un groupe de collaborateurs et de personnes ressources (anciens membres du secrétariat exécutif de PAMOJA). A noter que les personnes seront sollicitées à toutes les phases de la collecte. Ces phases se répartissent comme suit :

- ✓ Partage des termes de références et des outils pour permettre de cadrer l'équipe de collecte et de montrer la stratégie à suivre afin d'atteindre les résultats attendus,
- ✓ Recherche documentaire, qui consiste à collecter et analyser la documentation produite afin de mesurer le niveau de l'atteinte des objectifs de l'EPT en Guinée dans sa composante alphabétisation.

Cette analyse s'est basée sur les documents ci-après :

- ✚ les résultats et recommandations de l'analyse des politiques d'ENF,
- ✚ le cadre d'action de Belém,
- ✚ le rapport mondial sur le suivi de l'EPT 2013/2014;
- ✚ le rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes
- ✚ et les rapports du suivi des activités de la Triennale de 2012

Après cette analyse documentaire, les équipes ont procédé à :

- 1. L'échantillonnage :** dans le souci de toucher tous les partenaires impliqués en AENF, l'équipe de collecte a fait un échantillonnage représentatif pour cette phase de collecte. Ce qui a permis de définir les deux stratégies de collecte des données (directe et indirecte) avec les structures sur le terrain.

Au niveau des partenaires techniques et financiers :

- ✓ DVV\_International
- ✓ UNICEF
- ✓ BID
- ✓ AFD

Au niveau de l'Etat :

- ✓ MEPU-A
- ✓ DNSE

Au niveau de la société civile :

- ✓ CNG /EPT
- ✓ REGA
- ✓ PAMOJA
- ✓ FEG FEWA
- ✓ 4 R Gui +

**2- La collecte des données sur le terrain :** Eu égard au nombre des partenaires à toucher et le temps accordé à cette collecte, et dans le souci de couvrir plus de structures, il a été opéré un choix raisonné des structures intervenant en AENF en Guinée. Ainsi, l'équipe a fait ses recherches par observation directe, l'utilisation des questionnaires, des entretiens semi directifs en insistant sur la fiabilité des données statistiques.

#### **Organisation de la collecte :**

##### ***Phase préliminaire :***

En prélude à cette activité, les responsables du réseau PAMOJA, DVV\_International, les consultants (représentants de MEPUA, Coalition EPT, CNOSCG, Journaliste en Education, Sociologues chercheurs, et REGA) et certains anciens membres du secrétariat exécutif de PAMOJA ont pris part au partage des termes de références et les outils de collecte élaborés par la coordination de PAMOJA Afrique de l'Ouest.

L'objectif de cette rencontre était d'harmoniser les points de vue sur le contenu des TDR et les outils de collecte.

##### ***Phase intermédiaire :***

Cette phase a consisté essentiellement, dans un premier temps, à mettre en place des outils de collecte à partir des remarques tirées des rencontres d'orientation et de partage. Les outils ont été répartis comme tel :

- ✓ Outil 1: État
- ✓ Outil2 : La Coalition en EPT
- ✓ Outil3 : Consultant Journaliste
- ✓ Outil4 : Consultants chercheurs Sociologues
- ✓ Et Outil 5 : Société civile Guinéenne

Ensuite, dans un second temps, il s'est agi de la collecte des données. Au nombre de cinq équipes, les consultants ont fait une revue sur l'ensemble des outils et ont harmonisé la compréhension de certains concepts. Pour la collecte proprement dite sur le terrain, les consultants ont fait le répertoire des structures devant être touchées.

Les données recueillies ont été traitées à des niveaux différents de façon consensuelle afin de faire sortir un traitement global.

##### ***Phase finale :***

Le traitement global des données recueillies sur le terrain a permis d'élaborer un rapport provisoire qui a cerné tous les points essentiels sur le niveau de l'atteinte de l'EPT dans sa composante alphabétisation en Guinée.

Pour sortir un document final consensuel, une rencontre de présentation du rapport synthèse s'est tenu le 5 Mars 2015 au siège des réseaux PAMOJA et REGA.

La collecte des données s'est déroulée du 16 Février au 05 Mars 2015.

Pour la réalisation de cette collecte, le réseau PAMOJA Guinée a mis en place un système de suivi sur le travail des consultants selon le plan de déroulement de collecte sur le terrain.



### Difficultés de collecte :

Eu égard au nombre des partenaires touchés et le temps accordé à cette collecte et l'insuffisance des fonds alloués à l'activité, il faut noter que l'équipe d'encadrement a été confrontée à plusieurs difficultés.

En effet, les problèmes de disponibilité s'est posé chez certains consultants et au niveau de certains groupes cibles à enquêter compte tenu du contexte Ebola. Ce qui a ralenti le travail de collecte sur le terrain.

Pour la réalisation de cette analyse documentaire dans le cadre du projet de plaidoyer en Alphabétisation et l'Education Non Formelle en Guinée, une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs, des membres de la société civile, des universitaires et des journalistes, assistés par les représentants du service spécialisés de l'AENF du département de tutelle a été mise en place.

Cette équipe a été mise en place avec des profils relatifs aux termes de références de la coordination de PAMOJA Afrique de l'Ouest.

A cet effet, conformément aux termes de référence, il y aura autour de cette équipe technique, un groupe de collaborateurs ou de personne ressources (anciens membres du secrétariat exécutif de PAMOJA) qui seront sollicités à différentes phases de la collecte. Ces différentes étapes sont :

- ✓ Partage des termes de références et des outils : cette étape a permis de cadrer l'équipe de recherche et de montrer la stratégie à suivre afin d'atteindre les résultats attendus.
- ✓ Recherche documentaire : la recherche documentaire a consisté à collecter et analyser la documentation produite pour mesurer le niveau de l'atteinte des objectifs de l'EPT en Guinée dans sa composante alphabétisation.

On peut retenir dans cette recherche documentaire :

- ✚ les résultats et recommandations de l'analyse des politiques d'ENF,
- ✚ le cadre d'action de Belém,
- ✚ le rapport mondial sur le suivi de l'EPT 2013/2014;
- ✚ le rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes
- ✚ et les rapports du suivi des activités de la Triennale de 2012

**Recherche terrain :** Eu égard au nombre des partenaires à toucher et le temps accordé à cette collecte et dans le souci de couvrir plus de structures, il a été opéré un choix raisonné des structures intervenant en AENF en Guinée. Ainsi, l'équipe a fait ses recherches à travers des observations directes, l'utilisation des questionnaires, des entretiens semi directifs en insistant sur la fiabilité des données statistiques.

**Echantillonnage :** Au vu de la nature de ce projet par diverses structures et personnes ressources, ainsi que dans le souci de toucher tous les partenaires impliqués en AENF, l'équipe de recherche a fait un échantillonnage représentatif pour cette phase de collecte. Ce qui a permis de définir les deux stratégies de collectes des données (directe et indirecte) avec les structures sur le terrain.

L'enquête a touché :

Au niveau des partenaires :

- ✓ DVV\_International
- ✓ UNICEF
- ✓ BID
- ✓ AFD
- ✓ MEPU-A

Au niveau terrain :

- ✓ DNSE MEPU-A
- ✓ CNG /EPT
- ✓ REGA
- ✓ PAMOJA
- ✓ FEG FEWA
- ✓ 4 R Gui +

### **Organisation de la collecte :**

#### ***Phase préliminaire :***

En prélude à cette activité, les responsables du réseau PAMOJA, DVV\_International, les consultants (représentants de MEPUA, Coalition EPT, CNOSCG, Journaliste en Education, Sociologues chercheurs, et REGA) et certains anciens membres du secrétariat exécutif de PAMOJA ont pris part au partage des termes de références et les outils de collecte élaborés par la coordination de PAMOJA Afrique de l'Ouest.

L'objectif de cette rencontre était d'harmoniser les points de vue sur le contenu des TDR et les outils de collecte.

Pour la réalisation de cette collecte, le réseau PAMOJA Guinée a mis en place un système de suivi sur le travail des consultants selon le plan de déroulement de collecte sur le terrain.

#### **Phase intermédiaire :**

Cette phase a consisté essentiellement, dans un premier temps, à mettre en place des outils de collecte à partir des remarques tirées des rencontres d'orientation et de partage. Les outils ont été répartis comme tel :

- ✓ Outil 1: État
- ✓ Outil 2 : La Coalition en EPT
- ✓ Outil 3 : Consultant Journaliste
- ✓ Outil 4 : Consultants chercheurs Sociologues
- ✓ Et Outil 5 : Société civile Guinéenne

Ensuite, dans un second temps, il s'est agi de la collecte des données. Au nombre de cinq équipes, les consultants ont fait une revue sur l'ensemble des outils et ont harmonisé la compréhension de certains concepts. Pour la collecte proprement dite sur le terrain, les consultants ont fait le répertoire des structures devant être touchées.

La collecte des données s'est déroulée du 16 Février au 05 Mars 2015.

Les données recueillies ont été traitées à des niveaux différents de façon consensuelle à fin de faire sortir un traitement global.

### **Phase finale :**

Le traitement global des données recueillies sur le terrain a permis d'élaborer un rapport provisoire qui a cerné tous les points essentiels sur le niveau de l'atteinte de l'EPT dans sa composante alphabétisation en Guinée.

Pour sortir un document final consensuel, une rencontre de présentation du rapport synthèse s'est tenu le 5 Mars 2015 au siège des réseaux PAMOJA et REGA.

### **Difficultés de collecte :**

Eu égard au nombre des partenaires touchés et le temps accordé à cette collecte et l'insuffisance des fonds alloués à l'activité, il faut noter que l'équipe d'encadrement a été confrontée à plusieurs difficultés.

En effet, les problèmes de disponibilité s'est posé chez certains consultants et au niveau de certains groupes cibles à enquêter compte tenu du contexte Ebola. Ce qui a ralenti le travail de collecte sur le terrain.

## Collecte et analyse documentaire (Réf Annexe 1)

### Outil I : document de politique Nationale d'AENF

Description du cadre légal du document de politique

Document	Contenus	Pertinence	Insuffisances	Recommandations
1. Politique nationale d'AENF	Définition : offrir à un plus grand nombre de citoyens des opportunités d'accès aux programmes d'AENF de qualité, corriger les disparités liées aux genres, à l'âge et aux zones	Volonté politique exprimée, cadre bien les objectifs de l'EPT, des OMD, de la DNUA, de LIFE, du DSRP I, II et III et du PSE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le document ne fait pas ressortir suffisamment l'équité et la complémentarité qui devraient exister entre le formel et le non formel</li> <li>- L'organisation et le fonctionnement de la structure qui conduit la mise en œuvre de la politique ne sont pas décrits dans le document.</li> <li>- Volonté politique faiblement suivie d'actes concrets</li> <li>- L'accompagnement de la Guinée par ses partenaires a été aussi faible</li> <li>- Le statut des personnels de l'AENF, ainsi que le renforcement de leur capacité,</li> <li>- Les mécanismes de validation et de certification des formations et apprentissages en AENF ne sont pas bien définis</li> <li>-</li> </ul>	<p>Réactualiser le document de politique nationale en prenant en compte les insuffisances et les nouvelles données</p> <p>Définir le statut des personnels de l'AENF</p> <p>Définir et harmoniser Les mécanismes de validation et de certification des formations et apprentissages en AENF</p>

	<p>Objectifs Spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudier et susciter la demande en AENF des groupes cibles concernés en fonction des besoins, contextes et impératifs de développement national</li> <li>- Améliorer la qualité des offres d'AENF</li> <li>- Améliorer la gestion et la gouvernance des programmes d'AENF</li> </ul>	<p>communautés et autorités adhérent à l'AENF</p>		
	<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des centres d'AENF sont ouverts et fonctionnels</li> <li>- les curricula des programmes nationaux sont disponibles et répondent aux besoins des groupes concernés et aux contextes et impératifs de développement national</li> <li>- les ressources financières sont disponibles et la gestion efficiente et efficace grâce aux outils et un mécanisme de suivi évaluation mis en place</li> <li>- différents acteurs et bénéficiaires effectivement impliqués.</li> <li>- Un nombre important de citoyens analphabètes savent lire, écrire et calculer, disposent des compétences et jouissent de leurs droits et accomplissent leurs devoirs</li> </ul>			

	Méthodologie : des stratégies générales et particulières bien définies	L'expérimentation de la stratégie de « faire-faire » avec les ONG à travers un manuel de procédures	La non définition des partenariats locaux, Etat/ organisations communautaires, Etat/secteur privée L'AENF/universités	Promouvoir des partenariats locaux
	Dispositif de suivi évaluation : définition des rôles et responsabilités des organes de suivi évaluation	Rôles et mesures des structures bien définis	Les dispositions juridiques et réglementaires de l'implantation, la conduite, le suivi et l'évaluation des activités/projets d'AENF selon les stratégies de « faire » et de « faire-faire »	Partager, valider et distribuer les documents juridiques et réglementaires de l'implantation, la conduite, le suivi et l'évaluation des activités/projets d'AENF selon les stratégies de « faire » et de « faire-faire »
	Financement : Différentes options : - Financement de l'Etat à travers la stratégie de faire ; - Financement des PTF à travers la stratégie de faire faire ; - Financement des privés à travers des sociétés ; - Apport des communautés ; - Mise en place de FONAEF.	Mode de financement pertinent	La mise à disposition des fonds reste faible	Plaidoyer et lobbying en faveur de l'EANF

<p>2. Les programmes nationaux de mise en œuvre de ladite politique</p>	<p>Définition : En Guinée, l'offre éducative en AENF s'articule sur cinq (5) programmes</p> <p>(I) Alphabétisation fonctionnelle des jeunes et adultes avec « priorité femme et fille »</p> <p>(II) Alphabétisation professionnalisant des jeunes de 15 à 25 ans</p> <p>(III) Alphabétisation des Elus locaux et APEAE :</p> <p>(IV) Formation dans les centres Nafa des jeunes de 10 à 14 ans : Alphabétisation des personnes en situation difficile</p>	<p>Différents publics cibles identifiés et localisés, Zone d'implantation des programmes définis.</p>	<p>Les curricula ne couvrent plus les besoins, intérêts et préoccupations des apprenants en tenant compte des diversités des domaines de formation et d'apprentissage et de nouveaux types d'apprenants</p> <p>La politique de recrutement et de formation des enseignants du non formel non définie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible/indication judicieuse sur les investissements à faire sur les enseignants du non formel (la qualité, cadre de formation, les contenus de formation, le temps de formation, la stratégie de formation, le diplôme</li> <li>- manque de définition claire des possibilités d'utilisation efficace et efficientes des formateurs et alpha formés au sortir des formations</li> </ul>	<p>Réactualiser les curricula, programmes et les manuels</p> <p>Elaborer une politique nationale de recrutement et de formation des personnels de l'AENF</p>
	<p>Objectifs spécifiques :</p> <p>(I) Acquisition des connaissances et des compétences de vie courantes pour une amélioration des conditions de vie</p> <p>(II) Formation/apprentissage autour d'un métier du choix de</p>			

	<p>l'apprenant pour une insertion socioprofessionnelle</p> <p>(III) Formation des Elus locaux pour le renforcement de la démocratie et la bonne gouvernance</p> <p>(IV) Formation des APEAE pour le renforcement de la gestion des écoles</p> <p>(V) équité genre et zone dans la scolarisation notamment des jeunes filles surtout en zones rurales</p> <p>(VI) insertion socio-éducative et socioprofessionnelle</p>			
	<p>Résultats attendus :</p> <p>(I) Accès au bien-être économique et social ;</p> <p>(II) Taux d'insertion socioprofessionnelle amélioré et réduction du chômage et de la pauvreté ;</p> <p>(III) Gestion améliorée des activités et ressources des collectivités et de l'école ;</p> <p>(IV) Disparités réduites en genre et zone dans la scolarisation des enfants notamment les filles ;</p> <p>(V) Taux de délinquance réduit.</p>			



	<p>Méthodologie : la promotion d'approches (le reflet, l'utilisation du caractère N'ko et CCH, ALSAA) de démarche innovante et intégrée (les CAP, CAAC)</p>			
	<p>Dispositif de suivi évaluation :  Elaboration et révision des outils de suivi évaluation à tous les niveaux  Formation et équipement des personnes de suivi évaluation</p>		<p>Insuffisance de formation des cadres et agents  Insuffisance des moyens et ressources pour le suivi évaluation Multitudes d'outils souvent non pertinents et non harmonisés</p>	<p>Former les cadres et agents à tous les niveaux de l'Etat et de la société civile; Doter les structures et cadres des moyens et ressources ; Harmoniser, produire et mettre à disposition les outils.</p>
	<p>Financement : financement sectoriel des programmes et apport des communautés</p>		<p>Insuffisance et non transparence</p>	<p>Plaidoyer et lobbying en faveur de l'EANF</p>

## Outil 2 : Statistiques et fiabilité

Indicateurs	Rapport pays pour la CONFINTEA VI	Rapport mondial de suivi 2013/2014	Bilan programmation de l'AENF 2014	Écarts	Pourquoi
Taux d'alphabétisation	35,38%	-	-	-	-
Taux d'alpha des femmes	26,50%	-	-	-	-
% du budget national alloué à l'Éducation	19%	-	-	-	-
% du budget de l'Éducation alloué à l'AENF	0,02%	-	-	-	-
Motivation des facilitateurs (Salaire ou autre)	Les personnels de l'AENF sont constitués des agents de l'État et ceux des opérateurs. Les conditions de travail et de rémunération ne sont pas toujours les meilleures. Seuls les agents de l'État sont payés mensuellement. Les personnels des ONG sont pris en charge en fonction des disponibilités des projets et programmes. Les rémunérations varient selon les ONG et les Partenaires.	-	-	-	-
% de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté	49,2%	55,2%			
Taux de déscolarisation	45%	-	-	-	
Taux de redoublement au premier cycle	-	-	-	-	

Ministères concernés par l'AENF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Éducation Civique</li> <li>- Ministère des affaires sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance,</li> <li>- Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage,</li> <li>- Ministère du Plan et de la coopération,</li> <li>- Ministère de la Jeunesse,</li> <li>- Ministère de la Santé,</li> <li>- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme etc.</li> </ul>	-	-	-	-
Ministère de tutelle en charge de la coordination	MEPU-C à travers le SNA	-	-	-	-
Réalisations	<p>Aujourd'hui, près de 3 700 centres d'alphabétisation fonctionnelle existent sur toute l'étendue du territoire national avec près 83% en zone rurale. Cependant, les centres féminins ne représentent que près de 28%. Pour l'ensemble des opérateurs pour la période 1990-2005, plus de 457.624 apprenants dont 103.043 femmes ont été alphabétisés et la post-alphabétisation a enregistré 47.037 dont 13.836 femmes.</p> <p>Le SNA et les Communautés à la base sont responsables d'environ 68% de ces centres qui sont tenus par les bénévoles et les volontaires. Les ONG, les projets de développement, et les confessions religieuses sont responsables de près de 32%. Au titre des centres Nafa, il existe 192 centres avec un</p>	-	-	-	-

	effectif environ de 9000 apprenants avec près de 80% des filles Toutes ces actions ont permis de réduire le taux d'analphabétisme de 74% à 65% entre 1984 et 2005 et de 81% à 74,45% pour les femmes sur la même période.				
Défis	Porter le taux d'alphabétisation de 35% à 50% de 2008 à 2015 - Améliorer l'accès à l'AENF et la qualité des apprentissages - Renforcer les capacités institutionnelles et humaines des structures publiques et celles des ONG - Augmenter la part de l'AENF dans le budget de l'Éducation Nationale				

Les documents indiqués ci-dessus, devant faire objet d'analyse pour les statistiques fiables ne comportent pas de données spécifiques sur la Guinée. Néanmoins, il faut souligner que les objectifs prioritaires du Gouvernement découlant des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et des objectifs 3 et 4 du Programme Sectoriel de l'Éducation (PSE) tenant lieu et place du Programme Éducation Pour Tous (PEPT), ont pu nous apporter quelques données. Ce sont :

1. Réduire de 50% le taux d'analphabétisme des adultes d'ici 2015

2. Développer l'apprentissage et le savoir-faire auprès des jeunes et adultes

- ✓ Les DSRP I, II et III : indiquent que l'évolution du seuil de pauvreté était de 2005 à 2013 : 49,2% en 2005, 53,2% en 2011 et 55,2% en 2013.
- ✓ Le PSE I et le LPSE : indiquent que le taux de redoublement était entre 2006 et 2012. Ce taux a évolué en dent de scie (15,40% en 2006, 14,2% en 2012 et 11%). Le taux de redoublement sur les mêmes périodes respectivement étaient 48,7%, 41,5% et 28%.
- ✓ Le Rapport PNUD 2011 : indique que le taux d'alphabétisation en 2011 était de 47,2% dont 28,8% chez les femmes. À ce niveau il y a eu l'augmentation de 11,82 points dont 2,3 points chez les femmes en 2011. Cela est dû à l'implication des sociétés minières et les partenaires au développement et l'existence de plusieurs ONG sur le terrain.

### Outil 3 : Les Acteurs et les investissements

#### 1. Les réseaux actifs dans l'AENF

N°	Dénomination	Adresses	Personne Contact	Observations
1	REGA	<a href="mailto:regaebagn@gmail.com">regaebagn@gmail.com</a>	DIAOUNE Mohamed	Secrétaire Exécutif
2	PAMOJA	<a href="mailto:pamojaguinee@yahoo.com">pamojaguinee@yahoo.com</a>	Fatoumata Sam DABO	Secrétaire Exécutive
3	ICRA N'KO	<a href="mailto:nkodoumbou@yahoo.fr">nkodoumbou@yahoo.fr</a>	DIALLO Moussa	Vice-président
4	FEG FAWE	<a href="mailto:Fegfawe_guinee@yahoo.fr">Fegfawe_guinee@yahoo.fr</a> <a href="mailto:madeleinemaka@hotmail.com">madeleinemaka@hotmail.com</a>	Madeleine MAKKA	Coordinatrice

#### 2. Le réseau fédérateur :

Le réseau fédérateur est La Coalition Nationale de Guinée de l'Education Pour Tous

#### 3. Les structures actives dans le plaidoyer au profit de l'AENF :

N°	Dénomination des Structures Actives	Adresses	Personne Contact	Principaux Thèmes
1	REGA	<a href="mailto:regaebagn@gmail.com">regaebagn@gmail.com</a> / <a href="mailto:diaouneben@yahoo.fr">diaouneben@yahoo.fr</a>	DIAOUNE Mohamed	Secrétaire Exécutif
2	PAMOJA	<a href="mailto:pamojaguinee@yahoo.com">pamojaguinee@yahoo.com</a> / <a href="mailto:fatmadabo@yahoo.com">fatmadabo@yahoo.com</a>	Fatoumata Sam DABO	Secrétaire Exécutive
3	FEG FAWE	<a href="mailto:Fegfawe_guinee@yahoo.fr">Fegfawe_guinee@yahoo.fr</a> <a href="mailto:madeleinemaka@hotmail.com">madeleinemaka@hotmail.com</a>	Madeleine MAKKA	Coordinatrice

4. **Les PTF qui investissent dans l'AENF** : les partenaires techniques et financiers de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle en République de Guinée rencontrés sont :

DVV International, Bureau National Kipé représenté par Mr Alhassane SOUARE – B.P : 6684 Centre émetteur – Conakry – République de Guinée Tel : (+224) 657 181 810 – e-mail : souare@dvv-international-ao.org- site Web : www.dvv-international-ao.org. - Subvention allouée de 2015 non définie

AFD : Bureau Timbi – Madina/MrAmadou Oury DIENG/628 230 270/e-mail : fpdf2008@yahoo.fr

- Subvention allouée de 2015 non définie

**UNICEF** - Gervais ABYARIMANA – Tél. : (+224) 622 35 02 95 - E-mail : ghavyarimana@unicef.org. - Subvention allouée de 2015 non définie;

**Banque Islamique de Développement** – BID / Dr Abdoul Radiaye BAH - (+224) 622 18 40 46 /(+224) 657 09 67 07 /E-mail : abahwaq@yahoo.com; - Subvention allouée de 2015 non définie

## 5. L'appréciation de l'AENF :

### 5.1 les réussites

- ☛ l'existence d'un document de politique nationale de l'AENF,
- ☛ L'implication de plus en plus marquée des partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui finance les projets / programmes de l'AENF,
- ☛ L'alphabétisation a permis de renforcer les capacités des producteurs en savoir lire et écrire les calendriers agricoles et les outils de gestion courante.

### 5.2 les difficultés

- ☛ Faible pourcentage des ressources publiques affectées au secteur de l'éducation et surtout pour les programmes AENF,
- ☛ l'Absence de mécanisme de mobilisation des ressources financières et faible concertation entre les acteurs de l'AENF,
- ☛ Faible mécanisme d'appui aux Organisations de la Société Civile (OSC) pour la durabilité des programmes d'alphabétisation.

### 5.3 les opportunités

- ☛ L'AENF permet aux citoyens d'accéder à l'alphabétisation fonctionnelle et professionnalisant,
- ☛ L'Existence d'un document de politique nationale de l'AENF;
- ☛ Partenariats entre les acteurs impliqués dans l'AENF (État, Société civile, collectivités locales, secteur privé, (PTF).

#### Outil 4 : Cadre global et synergies nationales

Document de politique nationale	Niveau de prise en compte de l'AENF	Activités concrètes liées à l'AENF	Résultats/réalisations	Recommandations en termes de synergie ou de thème de plaidoyer
1. Cadre stratégique de croissance, de réduction de la pauvreté	- Dans les axes stratégiques du DSRP, l'AENF occupe une place de choix parmi les priorités gouvernementales.	- Création des centres d'alphabétisation fonctionnelle et centres NAFA ou école de la seconde chance	- Les jeunes et adultes analphabètes, non scolarisés et déscolarisés ont été améliorés par l'alphabétisation et la formation (75% de femmes dans CAF), 15% dans les NAFA et 10% dans les CAP	- La création de synergies entre types d'apprentissage et d'éducation formels, non formels et informels pour permettre aux apprenants et aux systèmes éducatifs d'obtenir de meilleurs résultats
	- L'alphabétisation et l'éducation non-formelle (AENF) sont vues comme un moyen indispensable du développement humain et de la réduction de la pauvreté.	- Amélioration de la qualité des offres d'alphabétisation et d'éducation non formelle adaptées au contexte et aux besoins et caractéristiques des groupes concernés et des impératifs de développement du pays ;	- La qualité des offres d'alphabétisation et d'éducation non formelle adaptées au contexte et aux besoins et caractéristiques des groupes concernés et des impératifs de développement du pays a été significativement améliorée ;	- Promouvoir la qualité et les offres de l'AENF et les adapter au contexte et aux besoins et caractéristiques des groupes concernés et des impératifs de développement du pays et de la mise en œuvre d'un mécanisme de pilotage, de coordination, de financement et de suivi-évaluation efficace et efficient de la politique d'AENF
Politiques relatives à l'agriculture, l'élevage et la pêche	- Auto prise en charge des agriculteurs et éleveurs à travers la politique nationale d'autopromotion paysanne.	- Formation accompagnement institutionnel des groupements communautaires en agriculture et en élevage	- Les groupements communautaires sont suffisamment outillés sur les technique d'utilisation des engrais, des semences et machines	- Prise en compte de l'AENF dans la politique nationale de l'agriculture de l'élevage et de la pêche - Promouvoir un fond d'appui au renforcement institutionnel et opérationnels structures

Politique de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des manuels en langues nationales à l' intention des communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Traduction et vulgarisation des manuels d'information, sensibilisations et d'éducation sur la sécurité sanitaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manuels NAFA (reproduction-sante mère et enfant) afin de promouvoir la sante : mère-enfant</li> <li>- Les documents de sensibilisation, d'information et d'éducation sur la sante sont disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter un soutien financier et matériel aux structures ayant pour mission la promotion et la vulgarisation des manuels sur la sante</li> </ul>
Politique de promotion des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge d'une nouvelle vision consensuelle, fédérative et transversale, les besoins éducatifs fondamentaux des populations jeunes et adultes qui n'ont que des compétences d'alphabétisation lacunaires ou en sont totalement dépourvus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un programme d'alphabétisation a visée professionnelle</li> <li>- Création des centres NAFA ou école de la seconde chance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les potentialités des jeunes non scolarisés ou déscolarisés de 15 a 25 ans son valorisées</li> <li>- Les potentialités des jeunes non scolarisés ou déscolarisés de 10 a 14 ans ont une acquisition des connaissances instrumentales en lecture-écriture et calcul, une capacité de raisonnement de savoir-faire et des valeurs utiles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager la politique d'insertion des jeunes déscolarisés en vue d'être compétitifs sur le marché de l'emploi</li> <li>- -Rendre pérenne et accessible le fond d'emploi jeune</li> <li>- Encourager la politique nationale de construction et d'expansion des centres professionnels et techniques</li> </ul>



<p>Politique de promotion des femmes, des enfants et de la famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le Rapport de la République de Guinée sur l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action de Beijing. Dans l'Objectif stratégique 2 : Eliminer l'analphabétisme féminin</li> <li>- Objectif stratégie 8: Sensibiliser les petites filles et favoriser leur participation à la vie sociale, économique et politique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Mise en place du Programme Triennal d'Alphabétisation des Femmes ;</li> <li>- Renforcement des centres mixtes d'alphabétisation professionnelle NAFA</li> <li>- Mettre en place des Centres d'Appui à l'Autopromotion Féminine.</li> <li>- La concentration des actions sur les femmes et leurs enfants, plus particulièrement dans les zones rurales.</li> <li>- Le projet CAFOR (Centre d'orientation, de formation et de réinsertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes) de Kobaya</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication des femmes dans le processus de développement est renforcée</li> <li>- Le processus de suivi et d'encadrement des enfants et de la famille est amélioré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager la politique nationale pour la promotion des femmes à travers l'accessibilité aux fonds d'emploi des femmes</li> <li>- Encourager et soutenir la création des activités génératrices de revenu</li> </ul>
--	---	--	---	---

Politique de décentralisation, régionalisation ou fédération	- Mise en place d'une stratégie du <<Faire Faire>>	- Présence d'ONG, d'Organisations communautaires et de Dvv International	- La synergie d'intervention est renforcée	- Vulgariser le code des collectivités rurales en Guinée en vue d'une autonomisation des organisations communautaires
	- L'option du <<Faire Faire>> qui reste la conditionnalité au financement dans les États du Sud ou l'État est appelé à s'effacer partiellement pour faire place aux initiatives privées, qu'elles émanent de la population, des ONG ou Operateurs	- Mise en place d'une série de mesures permettant d'améliorer l'efficacité, l'équité et la transparence dans la gestion des dépenses publiques	- Poursuite de la qualification de la gestion du système éducatif par le biais de la participation communautaire dans la prise de décision, la mobilisation et gestion des ressources	- Envisager le renforcement la capacité des communautés gouvernance locale

<p>Langues nationales et environnement lettré</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La tenue des états généraux de l'Education par le Gouvernement assorties de recommandations... par l'élévation du Service National de l'Education non formelle, de la promotion des langues nationales et de l'alphabétisation en département ministériel en février 2010.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- -la formation et le recyclage des alphabétiseurs, animateurs, formateurs,</li> <li>- superviseurs et coordinateurs des programmes et projets d'AENF</li> <li>- la conception, l'élaboration, la production et la diffusion des matériels</li> <li>- didactiques et supports</li> <li>- L'utilisation du N'Ko et le caractère coranique harmonisé dans les offres d'AENF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre du programme Education pour Tous (EPT) avec la stratégie du «faire-faire»</li> <li>- Mise en œuvre du Programme Triennal</li> <li>- d'alphabétisation des femmes (PTAF) et le Programme d'Appui aux Activités Economiques des femmes (PAAEF) avec un volet alphabétisation</li> <li>- Mise en œuvre du programme «Enfants en situation difficile» avec l'appui de l'Unesco-Breda dans le cadre du «LIFE»</li> <li>- La promotion de l'environnement lettre durable et la prise en compte du multilinguisme,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la création et promotion des centres d'alphabétisation en langue nationale</li> <li>- Création d'un fond pilote pour impulser la politique nationale de l'environnement lettré</li> </ul>
---	--	---	---	---

## Outil 5 : niveau de réalisation des recommandations de la triennale de l'ADEA et du cadre d'action de Belém

Document	Rappel des recommandations	Activités concrètes en lien avec la recommandation	Résultats obtenus	Recommandations en termes de synergie ou de thème de plaidoyer
<b>1. Cadre d'action de Belém</b>	<b>A-Alphabétisation des adultes</b>			
	(a) faire en sorte que dans toutes les enquêtes et collectes de données, la maîtrise de la lecture et de l'écriture soit vue comme un système continu ;	-Activité de collecte de données pour assurer le suivi-évaluation des apprentissages des différents programmes sectoriels	Les apprenants des programmes et projets évalués (85% maîtrisent la lecture, 70% le calcul et 67% l'écriture)	Instituer un atelier bilan annuel regroupant l'ensemble des acteurs et partenaires de l'AENF
	(b) définir une feuille de route assortie d'objectifs et de délais précis pour relever ce défi, à partir d'évaluations critiques des progrès accomplis, des obstacles rencontrés et des faiblesses mises en lumière ;	Activité d'Elaboration de chronogramme d'activités annuelles et plan de suivi/évaluation apprentissages des programmes et projets	Un chronogramme d'activités annuelles et un Plan de suivi/évaluation sont élaborés et mis en œuvre	S'assurer de l'existence d'un plan de suivi-évaluation au niveau des autres partenaires ;  Harmoniser le plan
	(c) à mobiliser les ressources et les compétences spécialisées internes et externes en vue d'entreprendre à plus grande échelle des programmes d'alphabétisation de portée, de couverture et de qualité accrues, le but étant d'encourager des processus intégraux et à moyen terme, afin que chacun parvienne à maîtriser durablement la lecture et l'écriture ;	Activités de Mise en place des cadres et espaces de concertation et Constitution d'une base de données;	Une base de données des compétences internes est mise en place	Organiser des séances de sensibilisation et de plaidoyer  Mettre en place des bases de données

	(d) mettre en place des modes d'alphabétisation qui soient bien conçus et adaptés aux besoins des apprenants, et dotent les participants de savoirs, de qualifications et de compétences fonctionnels et durables, leur donnant les moyens de rester des apprenants tout au long de leur vie, dont les progrès sont constatés par des méthodes et des outils d'évaluation appropriés	Activité de conception et d'élaboration de nouveaux programmes et de nouvelles stratégies adaptés aux besoins des apprenants, au contexte et impératifs de développement	Conception et mise en œuvre des microprojets d'AENF dans les secteurs informels, miniers et grandes sociétés	Promouvoir des microprojets prenant en compte les besoins, préoccupations et intérêts des apprenants dans tous les secteurs partenaires de l'AENF
	(e) axer les campagnes d'alphabétisation sur les femmes et les populations fortement désavantagées, y compris les peuples autochtones et les prisonniers, veillant globalement à faire bénéficier les populations rurales d'une attention particulière	Activité d'Organisation des campagnes de sensibilisation en faveur des femmes et autres couches défavorables	Des campagnes de sensibilisation en faveur des femmes ont été organisées  Des microprojets ont été élaborés et financés	Poursuivre le financement des projets spécifiques en faveur des femmes
	(f) fixer, comme point de départ, des indicateurs et des cibles internationaux d'alphabétisation	Activité d'Elaboration des indicateurs de suivi et d'évaluation des projets et programmes nationaux	Un plan stratégique avec comme point de départ l'objectif 4 du cadre d'action de Dakar(2000) est élaboré	Définir et harmoniser les indicateurs de suivi et d'évaluation
	g) examiner systématiquement les progrès et à en rendre compte, en incluant une section spéciale dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, notamment s'agissant des investissements et des ressources, suffisantes ou non, consacrés à l'alphabétisation dans chaque pays et dans le monde	Activités d'Elaboration et production de rapports sur les investissements et des ressources allouées à l'alphabétisation	Production de rapports sectoriels des différents projets et programmes nationaux de développement et un rapport national sur l'EPT	Elaborer et diffuser des canevas de rapport

	(h) planifier et réaliser des programmes continus d'éducation, de formation et d'acquisition de qualifications qui aillent au-delà de la simple maîtrise de la lecture et l'écriture, soutenue par un environnement enrichi de maîtrise de l'écrit.	Activités de Développement de la post-alphabétisation et de l'environnement lettré	-Des matériels de post alphabétisation sont élaborés et diffusés dans environ 20% des centres d'alphabétisation initiale -Des ONG locales développent des stratégies de développement de l'environnement lettré	Soutenir et financer les activités de production de matériels didactiques de post – alphabétisation et le développement de l'environnement lettré
	<b>B- de la politique</b>			
	(a) définir et réaliser des politiques entièrement financées, des plans judicieusement ciblés et des textes législatifs en faveur de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation des jeunes et des adultes, et de l'apprentissage tout au long de la vie	Activités d'Elaboration de la politique de l'AENF et des textes juridiques et réglementaires	- Un plan stratégique de réduction du taux d'analphabétisme à l'horizon 2021 est élaboré ; -Un document de cadre institutionnel et réglementaire est aussi élaboré	
	(b) concevoir des plans d'action spécifiques et concrets en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, qui s'articulent pleinement avec l'Éducation pour tous, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, les Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'avec les autres plans de développement nationaux et régionaux, et avec les activités lancées le cas échéant dans le cadre de l'Initiative LIFE ;		Le plan d'action de la 1ère phase de 2 ans du document de politique nationale d'alphabétisation et d'Education non formelle est élaboré  Des plans d'actions annuels de la mise en œuvre de la politique sont élaborés	Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre des plans

	(c) veiller à ce que l'apprentissage et l'éducation des adultes soient pris en compte dans l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action »			
	(d) établir des mécanismes de coordination appropriés, au nombre desquels pourraient figurer des comités de suivi aux travaux desquels seraient associés tous les acteurs de l'apprentissage et de l'éducation des adultes	Activités de Définition des rôles et responsabilités des structures et acteurs de différents niveaux de pilotage et de coordination	Les mécanismes de pilotage et de coordination de la politique sont définis dans le doc de politique	Informier et sensibiliser les différents acteurs sur leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre et le suivi des activités des projets et programmes d'AENF
	(e) mettre en place des structures et mécanismes de reconnaissance, de validation et d'accréditation de toutes les formes d'apprentissage ou d'améliorer ceux qui existent déjà, en établissant des systèmes d'équivalences	Activités de recherche et de production	Poursuite de la recherche documentaire	Organiser des ateliers de conception et/ou d'harmonisation pour la prise en charge des mécanismes de reconnaissance, de validation et d'accréditation de toutes les formes d'apprentissage en AENF

	<b>C- de la gouvernance :</b>			
	(a) créer et maintenir des mécanismes propres à assurer la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux de l'administration, des organisations de la société civile, des partenaires sociaux, du secteur privé, de la collectivité et des organisations d'apprenants adultes à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des politiques et des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes ;	Activités de concertation et de définition des rôles et responsabilités de chaque acteur dans l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes d'apprentissage	Des espaces de concertation sont créés et sont opérationnels	Renforcer et dynamiser les espaces de concertation.
	(b) prendre des mesures de renforcement des capacités afin de faciliter la participation constructive et éclairée des organisations de la société civile, de la collectivité et des organisations d'apprenants adultes, selon le cas, à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des politiques et des programmes	Activités de formation des acteurs étatiques et de la société civile, des responsables locaux et des communautés bénéficiaires de la politique	Programmes de renforcement des capacités élaborés	Mobiliser les ressources pour mettre en œuvre les programmes de renforcement des capacités des différents acteurs
	(c) promouvoir et soutenir la coopération intersectorielle et interministérielle ;	Activités d'établissement de partenariats		Mettre en place de cadre d'information, de concertation et de communication
	(d) favoriser la coopération transnationale par des projets et des réseaux de partage de savoir-faire et de pratiques novatrices.	Activités de réseautage		Organiser des voyages d'études et d'échange d'expérience



	<b>D- du financement :</b>			
	(a) à accélérer les progrès en vue de l'application de la recommandation de CONFINTEA V de chercher à consacrer au moins 6 % du PNB à l'éducation, et d'œuvrer à accroître l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation des adultes	Activités de plaidoyer		Organiser des ateliers de plaidoyer et de lobbying
	(b) à augmenter les ressources et les budgets actuellement alloués à l'éducation dans les différents ministères pour réaliser les objectifs d'une stratégie intégrée de l'apprentissage et de l'éducation des adultes	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying
	(b) à augmenter les ressources et les budgets actuellement alloués à l'éducation dans les différents ministères pour réaliser les objectifs d'une stratégie intégrée de l'apprentissage et de l'éducation des adultes	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying
	(d) à créer des incitations propres à mobiliser de nouvelles sources de financement, telles que le secteur privé, les ONG, les communautés et les individus, sans préjudice du respect des principes d'équité et d'inclusion ;	Activités de plaidoyer		Information Communication plaidoyer lobbying
	(e) à investir en priorité dans l'apprentissage tout au long de la vie des femmes, des populations rurales et des personnes handicapées. Aux partenaires internationaux :	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying

	(f) de tenir leur engagement de combler les déficits financiers qui font obstacle à la réalisation de l'ensemble des objectifs de l'Éducation pour tous, en particulier les objectifs 3 et 4 (apprentissage des jeunes et des adultes, alphabétisation des adultes)	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying
	(g) d'accroître les fonds et l'appui technique accordés à l'alphabétisation, à l'apprentissage et à l'éducation des adultes et d'étudier la possibilité de recourir à d'autres mécanismes de financement comme l'échange de créances ou l'annulation de dettes ;	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying
	(h) d'exiger que les plans du secteur de l'éducation présentés au titre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) comprennent des mesures et des investissements crédibles en faveur de l'éducation des adultes	Activités de plaidoyer		plaidoyer et lobbying
	<b>E- Participation, Inclusion Equité</b>			
	(a) à promouvoir et à faciliter un accès et une participation plus équitables à l'apprentissage et à l'éducation des adultes en renforçant la culture de l'apprentissage et en éliminant les obstacles à cette participation ;	Activités d'études et de recherche pour l'élimination des obstacles en vue d'une meilleure participation des populations		Faire des études et recherche sur les causes et obstacles limitant la participation des populations aux programmes d'AENF
	(b) à promouvoir et à faciliter un accès et une participation plus équitables à l'apprentissage et à l'éducation des adultes moyennant des orientations et des	Activités d'information, de sensibilisation et d'orientation		Créer des conditions favorables pour une participation accrue des femmes

	informations ainsi que des activités et programmes bien conçus tels que des semaines de l'apprentissage des adultes et des fêtes de l'apprentissage ;			
	(c) à anticiper l'enfermement de groupes identifiables dans une spirale de handicaps multiples, en particulier à un stade précoce de la vie adulte, et à y porter remède ;	Activités de soutien et d'appui		Mettre en place et Soutenir des projets et programmes d'AENF en faveurs des personnes en situation difficile et des handicaps
	d) à créer des espaces et centres d'apprentissage communautaires multifonctions et à améliorer l'accès et la participation des femmes à l'éventail complet des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes, en tenant compte de leurs besoins particuliers liés aux aspects de leur existence propres à leur sexe ;	Activités de recherche, d'innovation et d'appui		
	(e) à appuyer le développement de l'écriture et de l'alphabétisation dans les diverses langues autochtones en élaborant des programmes, méthodes et matériels pertinents qui reconnaissent à sa juste valeur l'utilité des cultures, savoirs et méthodologies autochtones, tout en développant comme il convient l'enseignement de la seconde langue de communication courante	Activités d'élaboration de matériels didactiques et supports		

	(f) à encourager financièrement la prise en compte systématique des groupes désavantagés (par exemple les populations autochtones, les migrants, les personnes ayant des besoins spéciaux et les habitants des zones rurales) dans toutes les politiques et approches éducatives, ce qui peut inclure la fourniture de programmes gratuits ou subventionnés par l'État, assortis d'incitations telles que bourses d'études, exemption des droits d'inscription et congés de formation rémunérés ;	Activités de conception et de d'élaboration de programmes spécifiques et Activités de plaidoyer		
	(g) à assurer l'éducation des adultes en milieu carcéral à tous les niveaux appropriés	Activités d'éducation, d'apprentissage et d'insertion professionnelle		
	(h) à adopter une approche intégrée globale, y compris un mécanisme pour identifier les parties prenantes et les responsabilités de l'État, en partenariat avec les organisations de la société civile, les acteurs sur le marché du travail, les apprenants et les éducateurs ;	Activités d'identification d'opportunités d'embauche en faveur des apprenants et les éducateurs de l'AENF;		
	(i) élaborer des réponses éducatives efficaces à l'intention des migrants et des réfugiés, ce qui sera un axe essentiel du travail de développement.	Activités d'identification des besoins de formation des migrants et des réfugiés		

	<b>F- de la qualité :</b>			
	a) à élaborer des critères de qualité pour les programmes d'enseignement, les matériels didactiques et les méthodes pédagogiques des activités d'éducation des adultes, en tenant compte des résultats et des mesures d'impact ;	Activités d'élaboration des critères de qualité relatifs aux programmes d'enseignement, matériels didactiques et aux méthodes pédagogiques		
	(b) à reconnaître la diversité et la pluralité des prestataires ;	Activités d'identification des prestataires		
	(c) à améliorer la formation, le renforcement des capacités, les conditions d'emploi et la professionnalisation des éducateurs d'adultes, notamment par des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur, les associations d'enseignants et les organisations de la société civile	Activités de formation, qualification et de professionnalisation des éducateurs d'adultes		
	(d) à élaborer des critères pour évaluer les résultats de l'apprentissage des adultes à différents niveaux ;	Activités d'élaboration des critères d'évaluation des différents niveaux d'apprentissage		
	(e) à mettre en place des indicateurs de qualité précis ;	Activités d'élaboration des indicateurs de qualité		

	(f) à apporter un soutien accru à la conduite de recherches interdisciplinaires systématiques sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, que viendront compléter des systèmes de gestion des connaissances assurant la collecte, l'analyse et la diffusion des données et des bonnes pratiques.	Activités d'appui à la diffusion des bonnes pratiques		
	G- Suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Belém :			
	(a) à investir dans un processus pour élaborer un ensemble d'indicateurs comparables pour l'alphabétisation en tant que continuum ainsi que pour l'éducation des adultes	Activités d'élaboration d'indicateurs pour l'alphabétisation en vue d'une comparaison internationale		
	b) à collecter et à analyser régulièrement des données et informations relatives à la participation aux programmes d'éducation des adultes et à l'avancement de ces programmes, ventilées par sexe et en fonction d'autres facteurs, en vue de mesurer les changements intervenus au fil du temps et de partager les bonnes pratiques	Activités de collecte et d'analyse des données relatives à la participation des adultes par sexe et par zone aux différents programmes et l'impact de ceux-ci sur leur vie		
	(c) à mettre en place un mécanisme permanent de suivi afin d'évaluer la réalisation des engagements pris lors de CONFINTEA VI ;	Activités d'évaluation des réalisations par rapport aux engagements pris lors de CONFINTEA VI ;		

	(d) à recommander l'établissement d'un rapport d'étape triennal en vue de le présenter à l'UNESCO ;	Activités d'élaboration, de production et de présentation à l'UNESCO de rapport triennal de CONFINTEA VI ;		
	(e) à créer des mécanismes de suivi régionaux utilisant des données repères et des indicateurs clairs	Activités d'élaboration des mécanismes de suivi des réalisations de l'AENF au niveau régional		
	(f) à présenter un rapport d'étape national pour un examen à mi-parcours des résultats de CONFINTEA VI, qui coïncidera avec l'échéance fixée à 2015 pour la réalisation de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement ;	Activités d'élaboration et de production de rapport national en relation avec les résultats de l'ÉPT, à mi-parcours du CONFINTEA VI et les OMD		
	(g) à appuyer la coopération Sud-Sud pour le suivi et la réalisation des OMD et de l'EPT dans les domaines de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie	Activités de coopération Sud-Sud et de suivi de la coopération dans le cadre de la réalisation des OMD et de l'EPT au niveau de l'AENF		
	(h) à assurer le suivi de la collaboration en matière d'éducation des adultes entre les disciplines et les secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'emploi.	Activités de suivi de la collaboration entre l'AENF et les secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'emploi		

Rapport triennal de l'ADEA en 2012	Développer la demande et les capacités au niveau national			
	Participation et intégration dans l'éducation des adultes			
	Enumérer les problèmes liés aux mesures			
	Les données disponibles actuellement			
	les problèmes liés aux mesures les actions nécessaires			
	Renforcer les cadres conceptuels			



## Suggestions/Recommandations

Le cadre d'action de Belém issue de la CONFINTEA VI et le rapport général triennal de l'ADEA sont des cadres de concertation au cours desquels des engagements importants ont été pris par rapport aux programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans les pays concernés.

Dans le cadre d'action de Belém, l'alphabétisation des adultes, la gouvernance, la politique de participation, d'inclusion, d'équité et le financement sont des aspects qui ont été développés pour une meilleure prise en compte de l'AENF. Par rapport au premier aspect concernant l'alphabétisation des adultes, en Guinée bien que des efforts soient fournis, nombreux sont les défis qui restent à relever. Par exemple la maîtrise de la lecture et de l'écriture de manière durable dans les centres d'alphabétisation reste et demeure la préoccupation majeure de tous les intervenants (ONG, PTF).

La recommandation qui consiste à axer par exemple les campagnes d'alphabétisation sur les femmes les populations autochtones ou désavantagées a été prise en compte de façon globale par les ONG intervenant dans le secteur. ce qui fait d'ailleurs que le taux de personnes touchées en zone rurale par des projets d'AENF a fortement augmenté ces dernières années. En ce qui concerne les femmes de manière spécifique, il faut noter que même si elles sont le plus souvent le public cible prioritaire de ces projets, qu'elles n'arrivent pas toujours à accéder le niveau tant souhaité qui est l'environnement lettré.

**En terme de politique :** l'établissement par exemple des mécanismes de coordination approprié, la conception de plan judicieusement financés ou encore la mise en place des comités de suivi impliquant tous les acteurs de l'AENF ont été faiblement accomplis sur le terrain. Malgré le fait que les réseaux et certaines ONG fournissent des efforts dans ce sens sans le soutien de l'Etat. Un autre aspect de ce point était la mise en place des structures de mécanismes de reconnaissances, d'accréditation de validation de toutes les formes d'apprentissage pour aboutir à l'établissement d'un système d'équivalence; c'est qui est une recommandation pertinente mais qui par manque d'appui de l'Etat, n'a pas été accomplie.

**De la gouvernance** : des recommandations par rapport à la création et au maintien des mécanismes pour assurer la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux de l'administration, et des autres acteurs dans l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes d'apprentissage ont été des points forts sur lesquels peuvent s'appuyer les acteurs de l'AENF. Parce que les cadres d'échange et de concertation mis en place et maintenu par les réseaux et autres coordinations attestent cette réalité. Des coopérations transnationales par des projets, les réseaux de partages de savoirs et de pratiques novatrices restent un pilier de l'AENF en Guinée même s'il faut rappeler que l'Etat est loin de pouvoir respecter la recommandation de la CONFINTEA V qui demandait de consacrer au moins les 6% du PNB à l'éducation et à accroître les investissements (00,2% du budget de l'éducation).

**De la participation, inclusion et équité, et du financement** : force est de reconnaître que des efforts restent à fournir pour le financement quand on sait ce qui est alloué à l'éducation par l'Etat. Pour le premier point, les résultats sont encourageants étant donné que les centres d'apprentissages regorgent de plus en plus de femmes et de jeunes qui constituent d'ailleurs la priorité de la plupart des projets et programmes.

En conclusion, la problématique de l'AENF en Guinée reste et demeure une préoccupation majeure de l'Etat et de la société civile. Malheureusement le premier élabore des politiques signent des conventions mais la mise en application de ces politiques restent toujours un défi à relever.

Partant de ces constants et voyant la nécessité de la prise en compte effective des questions de l'AENF, nous recommandons ceux qui suivent :

- 1) La mise en place des actions de sensibilisation/plaidoyer en faveur de l'éducation non formelle en Guinée
- 2) L'implication des réseaux en alphabétisation dans la création du Fond National de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (FONAENF)
- 3) L'implication du réseau dans la sélection et le suivi des projets/programmes en AENF
- 4) Le renforcement institutionnel du réseau PAMOJA GUINEE
- 5) L'appui du réseau PAMOJA dans la diversification du partenariat à travers le monde
- 6) Favoriser la mise en place d'un cadre d'échange et de concertation entre les acteurs du réseau (dans la sous-région) pour la promotion de l'AENF

**Thèmes de plaidoyer** : Mobilisation des ressources en faveur des acteurs intervenant en AENF par la création du FONAENF

**PLAN D'ACTION SUR LE PLAIDOYER**

N°	Activités	Résultats attendus	Période	Lieu	Acteurs	Personnes Responsable	Moyen de Vérification
1	Constitution d'une équipe technique	Une équipe technique est mise en place composé de personnes ressources		Conakry	PTF Personnes Ressources Consultants	PAMOJA	TDR PV Rapport
2	Réunion de concertation avec l'équipe technique	Une réunion de concertation est tenue		Conakry	PTF Personnes Ressources Consultants	PAMOJA	PV Rapport
3	Planification de l'activité	Les activités sont planifiées		Conakry	PAMOJA	PAMOJA	Fiche
4	Prise de contact avec les groupes cibles et autorités	Les groupe cibles et autorités sont informés		Conakry	PAMOJA	PAMOJA	TDR Lettres et ordre de mission
5	Atelier d'élaboration de document de plaidoyer	-L'atelier d'élaboration de document de plaidoyer est tenue - le draft du rapport est disponible		Conakry	PTF Personnes Ressources Consultants	PAMOJA	Rapport
6	Partage et validation du document de plaidoyer	Le document de plaidoyer est partagé et validé		Conakry	PTF P/ Ressources Consultants	PAMOJA	Document de Plaidoyer
7	Mise en œuvre de l'activité de plaidoyer	Le plaidoyer est réalisé		Conakry	PAMOJA	PAMOJA	rapport
8	suivi de l'activité	La mise en œuvre des activités est suivie et évalué		Conakry	PAMOJA	PAMOJA	Rapport de Suivi

## **Conclusion**

Le programme de l'AENF répond à la vision du Gouvernement Guinéen qui envisage créer une société éduquée, démocratique, équitable, tolérante, inclusive, saine et viable où toutes les composantes de la société : les jeune, les adulte, les vieux, hommes et femmes réalisent leur plein potentiel par le billet d'une politique nationale d'éducation intégrant une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

## **Annexes :**

Listes des Consultants

**LISTE DES CONSULTANTS ET PERSONNES RESSOURCES SUR LA COLLECTE DOCUMENTAIRE DE  
L'AENF EN GUINEE**

<b>N°</b>	<b>Nom et Prénom</b>	<b>Structure</b>	<b>Email</b>	<b>Téléphone</b>
1	CISSE Oumar	DNAENF	<a href="mailto:Fodeoumar@yahoo.fr">Fodeoumar@yahoo.fr</a>	628444209
2	KONATE Fatoumata	DVV International	<a href="mailto:konate@dvv-international-ao.org">konate@dvv-international-ao.org</a>	
3	CONDE Sanaba Sekou	CNT /EPT	<a href="mailto:Condessta82@yahoo.fr">Condessta82@yahoo.fr</a>	623 76 18 19
4	DAMBA Momo	DNAENF	<a href="mailto:Mdamba69@yahoo.com">Mdamba69@yahoo.com</a>	664 59 35 28
5	MAGASSOUBA Cheick Oumar	Consultant	<a href="mailto:Cheickhsitan77@gmail.com">Cheickhsitan77@gmail.com</a>	622887957
6	DIAKITE Ibrahima Khalil	Consultant	<a href="mailto:Ikdiakite2003@yahoo.fr">Ikdiakite2003@yahoo.fr</a>	628446189
7	KEITA Dioum	Consultant	<a href="mailto:diouma@gmail.com">diouma@gmail.com</a>	621128663
8	NIANGADOU Hassane	Société Civil	<a href="mailto:hniangadou@yahoo.fr">hniangadou@yahoo.fr</a>	622975040
9	Dr CAMARA Mamadou Saliou	4 R Gui +	<a href="mailto:docttasaliou@gmail.com">docttasaliou@gmail.com</a>	621774000
10	GACKOU Ibrahima	LGL	<a href="mailto:igackou@gmail.com">igackou@gmail.com</a>	622139451
11	DIALLO El Hadj Larry	CNT/EPT	<a href="mailto:coalitionguinee.cngept@gmail.com">coalitionguinee.cngept@gmail.com</a>	622684777
12	DIAOUNE Mohamed	REGA	<a href="mailto:regaebagn@gmail.com">regaebagn@gmail.com</a>	664202479
13	DABO Fatoumata Sam	PAMOJA	<a href="mailto:Pamojaguinee2014@gmail.com">Pamojaguinee2014@gmail.com</a>	623632255
14	BAH Thierno Hady	4 R Gui +	<a href="mailto:Hadybah3@yahoo.fr">Hadybah3@yahoo.fr</a>	628515213
15	MAOUMOU Labilé	PAMOJA	<a href="mailto:Labile11@gmail.com">Labile11@gmail.com</a>	628 21 12 89
16	SOUMAH M'Mah	PAMOJA/REGA	<a href="mailto:Mahsoumah78@yahoo.fr">Mahsoumah78@yahoo.fr</a>	657 63 01 85
17	DIALLO Mariama Kader	PAMOJA	<a href="mailto:aguifad@gmail.com">aguifad@gmail.com</a>	628 66 59 50
18	DRAME Mamadou Kaly	P/S PAMOJA	<a href="mailto:mamadoukaly2013@gmail.com">mamadoukaly2013@gmail.com</a>	622 08 77 09
19	KABA Aboubacar	P/S PAMOJA	<a href="mailto:aboukaba44@yahoo.fr">aboukaba44@yahoo.fr</a>	628 36 80 65